

Le mythe du microcrédit

Propos recueillis
par Mathilde Farine

Dans le domaine de la microfinance, c'est un acteur incontournable. Jean-Michel Servet, professeur à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève, a publié il y a quelques jours un livre* décrivant les illusions de la microfinance. En parallèle et face au besoin d'inclusion financière des populations (faire participer ceux qui en sont exclus aux circuits bancaires) se sont développées de nouvelles formes d'économie et de finance de partage, explique cet ancien administrateur de la société genevoise Symbiotics.

Le Temps: Vous êtes particulièrement critique face au microcrédit, pourquoi?



Jean-Michel Servet: On a beaucoup trop encouragé le microcrédit en pensant que c'était la solution à tous les problèmes. On a tenu des discours dignes des éloges au mineur Stakhanov en URSS. Mais au moins, les mineurs produisaient quelque chose! On a cru au miracle, alors qu'on a souvent confondu les bonnes intentions et la réalité elle-même. En outre, on n'a jamais fait l'analyse des erreurs commises dans ce domaine et on vit dans la même illusion aujourd'hui avec le «social business».

Jean-Michel Servet, professeur à l'IHEID, est un expert de la microfinance. Dans son dernier livre, il en dénonce les illusions, comme le fait de croire qu'elle éradiquerait la pauvreté

– Quelles erreurs?

– En 2006, on s'est rendu compte que toute une partie des clients du microcrédit n'étaient pas des pauvres. Dans beaucoup de cas, il s'agit de simples prêts à la consommation. J'ai commencé à dire que ce n'était pas un instrument pour lutter contre la pauvreté, mais pour promouvoir l'inclusion financière. On m'accusait alors d'être contre les pauvres! En réalité, la microfinance est un produit de la période néolibérale et la crise du microcrédit correspond aussi à la crise financière de 2008.

– La microfinance a-t-elle vraiment vécu une crise d'une telle ampleur? Dans les années qui ont suivi 2008, beaucoup de sociétés proposant des fonds de microfinance les vendaient aux investisseurs comme

un actif qui n'avait pas vécu la crise...

– La microfinance a eu une chance, celle d'être déconnectée du krach des marchés pour une raison simple: ces actifs sont très peu liquides. En outre, le secteur n'était pas aussi avancé dans le développement de produits dérivés. Mais cela commençait: une dizaine d'institutions de microfinance, comptant des millions de clients, sont entrées en bourse au sommet de la bulle, comme l'indienne SKS. La microfinance aurait pu être un parfait «subprime». Ce d'autant que le monde de la finance était aux aguets pour diversifier ses placements. En ce sens, la crise est arrivée assez vite et ailleurs, ce qui a permis à la microfinance d'éviter le pire.

– La microfinance est-elle donc inutile?

– Non. Et d'ailleurs, que les microcrédits soient en réalité des prêts à la consommation ne me choque pas en soi. Car le problème des pauvres, c'est qu'ils sont très limités dans leurs interactions avec le monde de la finance formelle. Le degré de financiarisation de l'économie mondiale est tel qu'on ne peut pas revenir en arrière. Je vois davantage une transformation des outils financiers et monétaires existants qu'un rejet pur et simple. Il suffirait par exemple de considérer la finance ou la monnaie comme un bien commun, comme l'eau. Et cela pourrait aller bien au-delà du microcrédit pour inclure la

micro-assurance: les pauvres sont à la fois les plus exposés à tous les types de risques tout en ayant le moins de capacités à y faire face. L'assurance santé, répandue dans les pays développés, est une façon de mutualiser les risques et d'en faire un bien commun. Tout le système actuel est fondé sur un mécanisme d'exclusion, pour obtenir des rendements immédiats. A l'inverse, si vous prenez l'exemple des monnaies locales, on voit là la réappropriation d'un outil financier qui devient un bien commun. Et le premier élément à prendre en considération lorsque l'on parle de bien commun, c'est son renouvellement.

– Certains pays ont lancé des initiatives, comme de donner des subventions à des familles en échange de leur engagement à envoyer leurs enfants à l'école. Qu'en pensez-vous?

– Des politiques de ce genre ont été mises en place, notamment en Amérique latine. Le bien commun, ce n'est pas cela. Il faut qu'il ait une relation démocratique et solidaire dans le fonctionnement et non une simple distribution venant d'en haut. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire, c'est utile, mais c'est de la charité, tout simplement.

– On entend régulièrement parler de monnaies locales ou alternatives, pourtant elles semblent rares à se concrétiser ou à être autre chose qu'une anecdote. Il existe une initiative dans la région pour

mettre en place une monnaie locale entre Genève et la France voisine, où en est-elle?

– Le processus de mise en place est très long. Il a fallu, par pragmatisme, abandonner l'idée d'une monnaie transfrontalière, qui complique tout. Du côté de Toulouse, par exemple, une initiative similaire fonctionne. A Grenoble, des réflexions sont en cours pour permettre l'utilisation de cette monnaie avec un téléphone portable. Cela permettrait de balayer l'idée que l'économie solidaire est archaïque.

– Quels sont vraiment les intérêts de ces monnaies locales à l'heure de la globalisation, de l'euro, etc.?

– Prenez l'exemple de Las Palmas. Dans ce quartier d'une ville au Brésil, le problème n'est pas tant celui de l'insuffisance des revenus que celui de la consommation hors de la zone. Avec une mon-

ner. Cela a été le cas de la plupart des débuts des initiatives de microfinance. Il faut faire attention à ne pas mesurer l'effet des monnaies locales par les volumes et les critères purement économiques. Sinon, la mafia italienne serait le meilleur exemple d'économie locale, qui fonctionne, qui crée de l'emploi, etc.

– En Afrique, l'usage du téléphone portable pour faire des paiements ou des transferts de fonds se répand, c'est une autre forme d'inclusion financière sans qu'il s'agisse d'un bien commun...

– Oui, c'est un progrès. Cela se développe d'ailleurs plus vite dans les pays émergents que dans les pays développés.

– Dans ce contexte, est-ce que le bitcoin a un intérêt?

– Cette cryptomonnaie pose plusieurs problèmes. Notamment, sa

«La microfinance a eu une chance, celle d'être déconnectée du krach des marchés»

naie locale, les comportements changent, les habitants consomment davantage localement et on s'intéresse à nouveau aux circuits courts de l'économie. Ils prennent conscience que c'est indispensable pour que la communauté augmente son bien-être. Il faut différencier ces projets, par exemple de monnaies alternatives, de ceux qui sont menés par le haut. Il vaut mieux que des communautés à divers niveaux gèrent les projets. Dans les monnaies locales, il existe des groupes qui rassemblent les parties prenantes. Jusqu'ici, les projets publics d'inclusion financière se sont souvent limités à obliger certains acteurs à fournir des services bancaires à une catégorie de la population et à les subvention-

création, qui consiste à faire résoudre des algorithmes de plus en plus complexes par des ordinateurs très puissants et consommant énormément d'énergie, entraîne un coût écologique. Aujourd'hui, ceux qui en détiennent – et la concentration dans les mains de quelques acteurs est très importante – en font la propagande. Mais on est dans une pure logique de spéculation et le bitcoin finira par mourir d'une logique de marché lorsque les utilisateurs comprendront que d'autres cryptomonnaies sont moins risquées et plus intéressantes et performantes.

* **La Vraie Révolution du microcrédit**, Jean-Michel Servet, Editions Odile Jacob, mars 2015.